

ROBERT SCHUMAN, PÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE, PROCLAMÉ « VÉNÉRABLE » PAR L'ÉGLISE CATHOLIQUE.

Ces derniers jours, le Pape François a autorisé la promulgation du décret reconnaissant les vertus héroïques de Robert Schuman.

Soixante-dix ans après le Traité de Paris, signé le 18 avril 1957, qui, avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), a jeté les bases du plus grand projet d'intégration des peuples et des nations dans l'histoire de l'Europe, le grand homme d'Etat français, Robert Schuman, créateur de ce projet, est déclaré "Vénérable" par l'Eglise catholique.

La route s'est maintenant ouverte pour lui qui peut le conduire à la reconnaissance du statut de « Bienheureux » et à la « Sainteté ».

C'est une belle reconnaissance pour cet homme politique à grande âme, Robert Schuman, qui pose les bases d'une Europe Unie utilisant la matière première du charbon et l'alliage ferreux de l'acier. Il figure dans l'histoire comme l'un des pères fondateurs de l'Europe, pareillement à Adenauer et De Gasperi. Son rôle est fondamental dans la création du premier noyau de la Communauté européenne, la CECA, qui évoluera progressivement vers le Marché Commun, la Communauté Economique Européenne et enfin l'Union Européenne.

Chargé de hautes responsabilités gouvernementales, Schuman éprouvait le besoin d'une réconciliation entre la France et l'Allemagne, après que les trois guerres, de 1870, 1914-1918 et 1939-1945, avaient instauré une profonde inimitié entre les deux pays.

Il réussit donc à remplacer une guerre économique inutile entre la France et l'Allemagne avec le principe bien plus utile que « si les ressources sont partagées, on grandit et on se sent mieux ».

L'idée était d'intégrer l'Allemagne dans un projet européen commun de réconciliation. Après avoir vérifié l'impossibilité de penser à la cession de souveraineté sur le plan politique, ils ont voulu



l'essayer sur le plan économique. Schuman a pris l'entière responsabilité du projet et a réussi avec une grande habileté à l'amener au port.

Aujourd'hui, l'histoire enseigne que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) née avec le traité de Paris de 1951 représente en réalité la première pierre qui conduira, des décennies plus tard, à l'essor de l'Union européenne.

L'Eglise catholique reconnaît ces grandes vertus de Schuman qui ont mené à la création de l'Union européenne et le reconnaît comme « Vénérable ».

Silvano Marseglia
Président de l'AEE

ROBERT SCHUMAN, FATHER OF THE EUROPEAN UNION, BECOMES VENERABLE FOR THE CATHOLIC CHURCH.

It has been recently issued that Pope Francis has authorized the promulgation of the decree recognizing the heroic virtues of Robert Schuman.

Seventy years after the Treaty of Paris, signed on April 18th , 1957, which, with the establishment of the European Coal and Steel Community (ECSC), laid the foundations for the largest integration project of peoples and nations in the history of Europe, the great French statesman, Robert Schuman, creator of this project, has been declared “Venerable” by the Catholic Church.

The road that can lead him to the recognition of the status of “Blessed” and to “Holiness” has now been opened.

It is a great recognition for this politician with a great soul, Robert Schuman, who laid the foundations of United Europe, using the raw material of coal and the ferrous alloy of steel.

He stands in history as one of the founding fathers of Europe, like Adenauer and De Gasperi.

His role was fundamental in the creation of the first core of the European community, the ECSC, which will gradually evolve into the Common Market, the European Economic Community and finally the European Union.

Charged with high governmental responsibilities, Schuman felt the need for a reconciliation between France and Germany, after three wars of 1870, 1914-1918 and 1939-1945 had rooted a deep hostility between the two Countries.

He managed, therefore, to replace a useless economic war between France and Germany with the much more useful principle that “if resources are shared, you grow and feel better”.

The idea was to integrate Germany into a common European project, in order to bring about reconciliation. Since it was verified the impossibility of transferring sovereignty on the political level, it was attempted on the economic level. Schuman took full responsibility for the project and managed with great skill to carry it out.

Nowadays, history teaches that the European Coal and Steel Community (ECSC) which was born with the 1951 Treaty of Paris actually represents the first stone that will lead, decades later, to the rise of the European Union.

The Catholic Church recognizes Schuman’s great virtues, that brought the European Union and recognizes him as Venerable.

Silvano Marseglia
President of AEDE



ROBERT SCHUMAN, PADRE DELL'UNIONE EUROPEA, DIVENTA VENERABILE PER LA CHIESA CATTOLICA.



È di questi giorni la notizia che Papa Francesco ha autorizzato la promulgazione del decreto che riconosce le virtù eroiche di Robert Schuman.

A settant'anni dal Trattato di Parigi, firmato il 18 Aprile 1957, che, con la istituzione della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio (CECA) ha posto le basi del più grande progetto di integrazione di popoli e nazioni nella storia dell'Europa, il grande statista francese Robert Schuman, ideatore di questo progetto, viene dichiarato "Venerabile" dalla Chiesa Cattolica.

Si è aperta, ormai, per lui la strada che può portarlo al riconoscimento dello stato di "Beato" ed alla "Santità". È un riconoscimento grandioso per quest'uomo politico con l'animo grande, Robert Schuman, che getta le fondamenta dell'Europa Unita usando la materia prima del Carbone e la lega ferrosa dell'acciaio.

Egli sta nella storia come uno dei padri fondatori dell'Europa, al pari di Adenauer e De Gasperi.

Fondamentale il suo ruolo nella creazione del primo nucleo della comunità europea, la CECA, che evolverà man mano in Mercato Comune, Comunità Economica Europea e infine Unione Europea. Investito di alte responsabilità governative, Schuman sentiva molto la necessità di una riconciliazione tra Francia e Germania, dopo che le tre guerre del 1870, 1914-1918 e 1939-1945 avevano radicato una profonda inimicizia tra i due Paesi.

Egli riuscì, pertanto, a sostituire una guerra economica inutile tra Francia e Germania con il principio molto più utile che "se le risorse si condividono si cresce e si sta meglio".

L'idea fu quella di integrare la Germania in un comune progetto europeo per operare una riconciliazione. Verificata l'improponibilità di cessioni di sovranità sul piano politico, si voleva tentarla sul piano economico. Schuman si assunse la piena responsabilità del progetto e riuscì con grande abilità a condurlo in porto.

Oggi la storia insegna che la Comunità Europea del Carbone e dell'acciaio (CECA) che nasce proprio con il trattato di Parigi del 1951 rappresenta di fatto la prima pietra che porterà, decenni dopo, al sorgere dell'Unione Europea.

La Chiesa Cattolica riconosce queste grandi virtù di Schuman che hanno prodotto l'Unione Europea e lo riconosce Venerabile.

Silvano Marseglia
Presidente AEDE



LE DÉBAT CONSACRÉ À LA «CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE»

Pier Virgilio Dastoli (*Président CIME*)

Paolo Ponzano (*Secrétaire général CIME*)

Malgré la multiplication des événements consacrés à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le débat est pour l'instant destiné seulement aux «initiés» et la problématique de l'Union européenne semble leur être surtout destinée considérant comme initiés les représentants des réseaux de la société civile qui font partie des cercles bruxellois qui gravitent autour des institutions européennes depuis des années.

Dans plus de deux mois d'activité, la Plateforme - qui est considérée comme «le cœur de la Conférence» dans le but d'offrir «l'opportunité de s'exprimer, de raconter l'Europe dans laquelle nous aimerions vivre et de contribuer à façonner notre avenir» - a été rejointe par **un peu plus de 18 000** citoyens (avec un nombre réduit d'associations dont la première était le Mouvement européen d'Italie) soit moins de trois cents citoyens par jour avec une tendance à diminuer voire à s'arrêter.

Si cette tendance se maintenait et que des initiatives fortes ne soient pas prises, nous arriverions à la fin de la Conférence à moins de **cent mille** participants sur la Plateforme, un chiffre à comparer aux **deux cent mille** citoyens qui ont réagi à la **Carte Blanche de la Commission Juncker** sur l'avenir de l'Europe qui a été diffusée à une autre époque de l'histoire de l'intégration européenne et, surtout, au **million** de signatures requises par le Traité de Lisbonne pour qu'une initiative des citoyens européens soit prise en considération.

Ajoutons à la liste des participants les **idées**, les **commentaires**, les **événements** et les approbations et nous aurons une image claire de la nécessité et de l'urgence de réfléchir aux politiques de **communication**, d'**information** et de **sensibilisation** des sphères publiques et privées pour créer l'espace ouvert imaginé par Habermas où un large débat sur l'avenir de l'Europe puisse enfin être lancé.

Sensibiliser, informer et communiquer sont les trois objectifs principaux du Mouvement Européen pendant les travaux de la Conférence et dans la phase de réflexion des institutions après la clôture de la Conférence en vue des élections européennes de mai 2024.



Pour les acteurs de la communication, il est clair que communiquer est intimement lié à la fois à l'objet de la communication (qui concerne à la fois les policies et les politics) et à l'objectif à atteindre en termes de sensibilisation et de participation à l'acte de communiquer.

Le Mouvement européen considère depuis longtemps qu'après plus de treize ans après la signature du traité de Lisbonne, **il est nécessaire de remettre en discussion la problématique de l'Union européenne**



tant en termes de politiques que de politics en vue d'**actualiser les traités**, un exercice auquel se sont consacrées les institutions européennes et nationales (c'est-à-dire les experts) avec une cadence de plus ou moins **six ans** depuis l'Acte unique jusqu'au traité de Lisbonne.

En termes de politiques et en s'inspirant des neuf thèmes de la plateforme numérique que la Commission a choisis différemment de la «déclaration commune» en empruntant des politiques communes telles qu'elles sont présentées sur les sites de ses directions générales et donc dans des traités constants, il est clair que les politiques de **santé**, d'**économie** et de **justice sociale**, du **rôle de l'UE dans le monde**, de l'**État de droit**, de la **transformation numérique** et des **migrations** doivent être actualisées pour les rendre cohérentes avec les **objectifs de développement durable** et de **transition écologique**, de la **démocratie européenne** (ou plutôt des dimensions complémentaires des démocraties: représentative, participative, égalitaire et de proximité) et de l'**identité culturelle** ou plutôt du sentiment d'appartenance à une identité commune dont les politiques pour la jeunesse et pour l'éducation font partie.

La mise à jour des politiques concerne à la fois le contenu des politiques mises en œuvre jusqu'à présent ou faisant partie des priorités de la Commission Von der Leyen à savoir la question de la répartition des compétences exclusives, partagées ou solidaires entre l'Union Européenne et les États membres qui est une question de politics.

Les citoyens devraient se demander et nous dire quel devrait être pour eux le contenu des politiques dans une future Union européenne et quels politics seront nécessaires pour les mettre en œuvre.

On sait aussi que certaines politiques ont été exclues ou n'ont pas été explicitement prévues sur la plateforme numérique et dans la «déclaration commune» et qu'elles concernent des questions essentielles pour l'actualisation des politiques telles que l'achèvement de l'**Union économique et monétaire** avec la modification des outils de gouvernance adoptés à partir de 2012 et la **capacité fiscale** de l'Union européenne ainsi que le thème de la **dette publique européenne** et des ressources pour la soutenir ainsi que certaines politics telles que les perspectives d'**élargissement de l'Union européenne** aux Balkans qui comprend le thème de ses frontières politiques, son **autonomie stratégique dans le domaine de la défense** et le thème de l'**intégration différenciée**.

Ajoutons à ces politiques le «nouvel agenda méditerranéen» auquel le Mouvement européen attache une importance particulière soit pour le rôle international de l'Union européenne que pour les intérêts de l'Italie dans la région.

Sur tous ces problèmes plane la question de la **révision des traités** que le Parlement européen n'a pas pu inscrire dans la «Déclaration commune» même si sa thèse est que le fait qu'elle n'apparaisse pas n'exclut pas qu'elle puisse être soulevée lors des travaux de la Conférence sans préjudice sur **le contenu du projet de révision, la méthode et l'agenda**.

La question est soulevée par ceux qui ont mis en discussion la question du dépassement de l'**unanimité** au Conseil européen et au Conseil de l'Union.

Ceux qui soulèvent cette question savent bien que l'expérience a montré qu'elle ne peut être affrontée et résolue ni par l'application des «clauses passerelles» - qui nécessitent une décision unanime du Conseil européen - ni par la méthode des coopérations renforcées presque pratiquement inapplicables depuis qu'elles ont été introduites pour la première fois dans le Traité d'Amsterdam.

La seule voie viable est celle de **réviser les traités** sachant qu'on ne peut pas se limiter à éliminer le vote à l'unanimité mais qu'il faut créer un **système de freins et contrepoids** (check and balance) qui implique une révision de tout le système de politics impliquant les pouvoirs de la Commission européenne, du Parlement européen, des parlements nationaux et réfléchissant également au rôle de la BCE et de la Cour de Justice ainsi qu'aux **relations entre la zone euro et celle du marché unique et des politiques communes**.



La première question à poser est de savoir si la réforme des mécanismes institutionnels et des politiques de l'Union Européenne passe nécessairement par une réforme des Traités européens en vigueur ou si une évolution progressive de l'Union européenne elle-même est possible grâce à des changements spécifiques de la gouvernance en vigueur mis en œuvre par les gouvernements nationaux et les institutions nationales existantes.

L'accord sur la création d'un nouvel instrument financier (le Next Generation EU) et sur une dette européenne commune à rembourser progressivement jusqu'en 2058 - par l'introduction de nouvelles taxes européennes qui apporteront des ressources propres au budget européen - pourrait suggérer que la L'Union européenne est capable d'évoluer progressivement vers un gouvernement européen sans révision des Traités en vigueur.

Cependant, rien ne garantit que les avancées réalisées avec le Next Generation EU et la dette européenne commune en réponse de l'Union européenne à la crise pandémique deviendront des instruments permanents et non contingents de la gouvernance européenne s'ils n'étaient finalement pas consolidés dans une réforme des Traités en vigueur.

D'une part, en effet, certains États n'ont accepté la mise en œuvre de ces instruments qu'à titre exceptionnel et non permanent, d'autre part il s'agit d'instruments toujours contestables car non formellement prévus par les traités en vigueur (articles 125, 310 et 311 TFUE). C'est pourquoi nous devons engager une véritable réforme de l'Union Européenne.

La procédure en vigueur aujourd'hui pour la modification des traités (article 48 TUE) implique nécessairement l'accord de tous les États membres au moment de la signature et l'accord unanime ultérieur des mêmes États (27) par ratification par leurs parlements respectifs ou, dans certains États, par le biais d'un référendum populaire.

Cependant, il est bien connu qu'il est difficile de trouver un accord entre les 27 États membres, étant donné les points de vue divergents sur les objectifs du processus d'intégration.

Le droit international propose deux solutions pour contourner cette difficulté:

- Une solution serait d'invoquer la clause «rebus sic stantibus» prévue par la Convention de Vienne sur le droit des traités et donc de conclure un nouveau traité avec des règles différentes avec les Etats qui acceptent une réforme plus profonde de l'Union Européenne. Cette solution conduirait à contourner la règle de l'accord unanime des Etats prévue par l'art. 48 TUE et de permettre la conclusion d'un nouveau traité avec l'accord d'une majorité (à déterminer) des États actuels.
- Ce résultat pourrait également être obtenu par une autre voie, à savoir en insérant dans le texte du nouveau traité une clause prévoyant son entrée en vigueur uniquement dans les pays dans lesquels les parlements nationaux respectifs l'auraient ratifié (ou dans lesquels les populations respectives l'auraient approuvé à travers un référendum populaire). En effet, en l'absence d'un véritable peuple européen (le traité de Lisbonne parle de citoyens de l'Union et non d'un peuple européen), il serait juridiquement et politiquement impossible de lier un ou plusieurs États à l'adhésion au nouveau Traité au cas où leur Parlement ou leur population se seraient prononcés contre une telle adhésion lors du vote parlementaire ou lors du vote référendaire.

La conclusion d'un nouveau traité pourrait résoudre le problème de l'intégration différenciée au sein de l'Union Européenne actuelle, car les États souhaitant maintenir le niveau d'intégration actuel pourraient le faire tout en restant liés par les dispositions des traités actuels, tandis que les États souhaitant progresser vers une véritable union fédérale seraient libres de conclure le nouveau traité contenant des dispositions supplémentaires dans ce sens. Naturellement, les relations entre l'Union Européenne actuelle et la nouvelle Union fédérale devraient être précisées dans le même traité ou dans un traité distinct. La réforme de l'Union Européenne dépendra des objectifs que les États membres, les forces politiques et les citoyens de l'Union Européenne actuelle visent à atteindre.

La problématique des politics (inadéquates et inefficaces) doit être présentée à l'opinion publique comme l'une des causes des **coûts de la non-Europe**, qu'il y a des articles dans les traités qui - à cause de celles-ci - sont restés inappliqués et qu'il y en a d'autres qui ont été appliqués avec une interprétation contraire aux principes de base des Traités et que la voie pour revenir à la logique de l'intégration européenne est d'actualiser les politiques et de changer les politics dans la perspective d'une plus grande intégration que nous pensons devoir être de nature fédérale.

En surveillant les contributions publiées sur la plateforme (toutes ou presque, des «initiés»), en regardant donc le côté «qualitatif» de cette participation (quoique très pauvre et, peut-être, déjà épuisée), il ressort clairement quels sont les problèmes et les possibles voies et solutions pour y faire face.





Une «boussole stratégique» pour aller vers une Union «soveraine et démocratique» est bien présente dans une opinion publique de professionnels, qui, en tant que telle, devrait être «filtrée» et «communiquée» pour devenir objet d'information et outil de sensibilisation auprès d'un public plus large, notamment celui des nouvelles générations (à partir de 16 ans, âge autorisé dans certains Etats pour l'exercice du droit de vote, et plus). Autrement dit, il conviendrait de faire des croquis/notes de synthèse des propositions existant sur la plateforme (dans les différentes rubriques), avec l'implication notamment des jeunes, qui soient «communiquées» (commentées et discutées) dans les instances institutionnelles appropriées (écoles, universités, assemblées territoriales, parlementaires) ou non (associations, organisations de volontariat et professionnelles, société civile).

D'où la nécessité de «réseauter», pour un travail destiné à développer un «consentement informé» (même au-delà du délai de la Conférence dans les domaines éducatifs/associatifs et dans les environnements parlementaires/gouvernementaux, à tous les niveaux), autour des problèmes et des solutions possibles pour une relance du projet européen, au niveau des «institutions» (réformes) et des «politiques» (compétences), qui remettent en cause, plutôt que la nature (sui generis) de l'Union, sa «légitimité» plus authentique: celle qui est fondée sur la «volonté» des citoyens de l'Union (dont on lit dans le TUE que «le fonctionnement de l'Union repose sur la démocratie représentative» et ses formes complémentaires).

Dans ce contexte, le Mouvement Européen en Italie a décidé de stimuler la réflexion et l'élaboration de propositions par des étudiants, résidant en Italie, à soumettre à la Conférence et aux panels transnationaux de citoyens sur les quatre approches multithématiques choisies pour les panels à la fois via la plateforme numérique multilingue Futureu.europa.eu et dans le cadre d'initiatives en Italie comme prévu par la «déclaration commune» du 10 mars 2021 signée par les institutions européennes.





LE DÉBAT CONSACRÉ À LA «CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE»

Pier Virgilio Dastoli (President of CIME)

Paolo Ponzano (General Secretary of CIME)

Despite the increase in dedicated events regarding the Conference on the future of Europe, the debate has, until now, been limited to “related professionals”, and the work of the European Union seems to be geared specifically towards them. Especially when we consider that among these related professionals is the network of representatives of civil societies which have surrounded the European institutions for years and which make up the environment of Brussels.

The Platform, which has been active for more than 2 months and which is considered to be “*the heart of the Conference*”, has the aim of offering “*the opportunity to express oneself, describe the kind of Europe that you would like to live in and contribute to the shaping of our future*”. However, during that time it has been visited by **just over 18000** citizens (including a negligible amount of associations, the first of which was the European Movement in Italy). This equates to less than three hundred citizens a day, a trend that is decreasing or maybe even coming to a halt.

If this trend continues or special initiatives are not put in place, by the end of the Conference we will have had less than **one hundred thousand** participants on the Platform, in sharp contrast to the **two hundred thousand** citizens who reacted to the **Juncker Commission’s white paper** on the future of Europe which was published at another point in the history of European integration. It also falls short of the **million** signatures that are required by the Lisbon treaty for an initiative of European citizens to be taken into consideration. If we add the **ideas, comments, events** and **approvals** to the list of participants, we will have a clear idea of the urgent need to reflect on the policies of **communication, information** and **awareness** in both the public and private sectors. This is necessary in order to create that open space imagined by Habermas, from whence a wider debate on the future of Europe can be launched. The three main objectives of the European movement were to raise awareness, inform and communicate both during the Conference and in the reflection period undertaken by the institutions after the conclusion of the Conference in preparation for the European elections in May 2024

For those involved in the field of communication, it is clear how closely linked is this communication both to its own objective (which regards both policies and politics) and also to those objectives set in terms of raising awareness and participation.

The European Movement has long held the belief that, after more than thirteen years since the signing of the Treaty of Lisbon, **it is necessary to reopen the work of the European Union** both in terms of policies and politics, with the aim of **updating these treaties**. European and national institutions (ie the related professionals) have been working towards this goal for approximately **six years**, since the Single Act until the Lisbon Treaty.

In terms of policies, let us take as a starting point the nine topics on the digital platform that the Commission has chosen separately from the “common declaration”. These borrow from the common policies presented on the site of the directorate-general and are therefore under constant discussion. It is evident that the policies relating to **health**, the **economy** and **social justice**, the **role of the EU in the world**, the **role of the law**, **digital transformation** and **migration** need to be updated to bring them in line with the **objectives set for sustainable development** and **ecological transitions**, **European democracy** (or rather the complementary aspects of democracy namely representative, participatory, parity and grassroots) and **cultural identity**, or in other words the feeling of belonging to a common identity dealing with politics for young people and education. Updating these policies which have already been implemented also means looking at their content. These form some of the priorities of the Von der Leyen commission on the theme of distribution of exclusive, shared or support skills among the European Union and member states. This is a question of politics.



Citizens should ask themselves, and then let us know, what should be the content of these policies and what politics would be necessary to implement them in a future European Union.

We are also aware essential questions about the updating of policies on the completion of the **economic and monetary Union**, the modification of governance tools in use since 2012, the **fiscal capacity** of the European union together with the theme of the **European public debt** and the **resources** needed to sustain it, have been excluded or not explicitly stated on the digital platform and in the “common declaration”.

Also not included are some politics regarding the **enlargement of the European Union** in the Baltics including the idea of its political borders, its **strategic autonomy in the defence sector** and the theme of **differentiated integration**.

Added to these policies is the “**new Mediterranean agenda**”, to which the European movement lends special importance for its role in the international European union and for Italian interests in the region. Yet around all these issues hovers the question of the **revision of the treaties** that the European Parliament was not able to include in the “Joint Declaration”.

However, its text does not appear to exclude the possibility that this could be raised during the



Conference without prejudicing or influencing **the contents of these revision projects, the method and the agenda** so as not to impede their eventual execution.

This issue was highlighted by those who raised the idea of overcoming the **unanimous vote** of the European Union and the Council of the Union.

Those who raised this issue know from experience that it cannot be tackled and resolved either by applying “bridging clauses”, which call for a unanimous decision by the European council, or by using the method of enhanced co-operation, which has practically never been used since its introduction in the Treaty of Amsterdam.

The only practical path would be to **revise the treaties** based on the understanding that we cannot focus purely on eliminating the unanimous vote, but that it would also be opportune to **create a system of checks and balances**. This would mean a revision of the entire system of politics involved in the powers of the European commission, the European Parliament and national parliaments, whilst also reflecting on the role of the ECB and the Court of Justice, along with the **relationship between the Euro zone, the single market, and common policies**.

The first question to address is whether the reform of the mechanisms of the institutions and the politics of the European Union necessarily requires a reform of current European treaties or if a progressive evolution of the European Union itself would be possible through specific changes to the current governance implemented by national governments and existing institutions.

The agreement reached regarding the creation of a new financial tool (the Next Generation EU) and a common European debt to be repaid progressively until 2058 through the introduction of new European taxes which will provide resources to the European budget, could indicate that the European Union is capable of progressively evolving towards a European government without needing to reform current Treaties.

However, there are no guarantees that the steps taken by the European Union with the Next Generation EU and the common European debt, in response to the current pandemic, will become permanent and non-contingent instruments of European governance if they are not formally consolidated in these reforms of the current Treaties.

On one hand while some States have accepted the temporary use of these instruments, it does mean that they can be challenged since they are not formally recognised by current Treaties (art. 125, 310 and 311 TFUE). For this reason, it is necessary to put in place a proper reform of the European Union.

The procedure in place today for the modification of Treaties (art. 48 TUE) requires the agreement of all members States at the signing and the subsequent unanimous agreement of the same States (27) through ratification by their respective parliaments or, in some States, by a people’s referendum.

It is however, notoriously difficult to reach an agreement of the 27 member states given the divergent views of the objectives of the integration process.

International law offers two solutions to circumvent this difficulty:

- One solution would be to invoke the “rebus sic stantibus” clause from the Vienna convention on the laws of Treaties, and therefore to conclude a new Treaty with different rules for those States which agree to a more comprehensive reform of the European Union. This solution would allow the circumvention of the rule regarding unanimous agreement of the States set out in art. 48 TUE and lead to the conclusion of a new Treaty with the majority agreement of a (yet to be determined) number of the current States.
- The result could also be achieved by alternative means, namely the insertion of a clause in the text of a new treaty stating that this law comes into force only for those countries whose parliaments have ratified the treaty (or if a people’s referendum has approved the treaty). In the absence of a true European population (the Lisbon Treaty speaks of citizens of the Union rather than a European people), it would be legally and politically impossible to tie one or more States to the new Treaty if their parliament or people had voted against it in parliament or in a referendum.

The conclusion of a new Treaty could resolve the problem of differentiated integration within the current European Union insofar as those States who desire to maintain their current level of integration could do so while remaining bound to the laws of the current Treaties, whilst those States who desire to progress towards a true federal union would be free to conclude a new Treaty containing the additional steps. Naturally, the relationship between the current European Union and the new federal Union could be laid out in the same or a new Treaty.

The reform of the European Union will depend on the objectives set by the member States, political forces, and the citizens of the current European Union.

The theme of politics (albeit inadequate and inefficient) is defined by public opinion as one of the reasons for the increased **costs of non-Europe**. Some articles of treaties have not been applied, whilst others have been applied incorrectly or con-



trary to the basic principles of the treaties. Therefore, the logical way to return to European integration is to update the policies and change the politics in order to achieve a greater integration which we believe should be federal in nature.

If we look at the contributions posted on the platform which constitute the “qualitative” aspect of the participation (since nearly all are from “related professionals”, despite the fact that they are somewhat scarce or almost non-existent), we can clearly see the problems and possible ways of solving them. A “strategic roadmap” to work towards a “sovereign and democratic” Union is already well formed in the public opinion of authorised personnel. This being said, it should be “filtered” and “communicated” in order to become a source of information and a means to raise awareness among a wider audience, especially the new generation (16-year-olds and upwards, the minimum voting age in some states). It would therefore be advisable to summarise the proposals made on the platform (in the various sections) with the involvement of young people, so that this can be “communicated” (commented on and discussed) in relevant places such as institutions (schools, universities, local and parliamentary meetings) or non-institutions (associations, volunteer groups, trade organisations and civil societies). Hence the need arises to “network” in order to work towards developing an “informed agreement”, even after the Conference has finished, in terms of educational establishments and associations and in parliamentary and governmental environments at all levels. This would focus on problems and possible solutions for the relaunch of the European project and on the plan for the “institutions” (reform) and “policies” (skills). Although these issues do not call into question the nature (*sui generis*) of the Union, they would, nevertheless, make the “legitimacy” of it more authentic as that is based on the “will” of the citizens of the Union (“the functioning of the Union is based on representative democracy” and its various forms as stated in the TEU).

In this context, the European Movement in Italy has decided to encourage students resident in Italy to reflect and consider the proposals relating to the four multi-themed approaches chosen by the panel. These will be submitted to the Conference and the trans-national panel of citizens, both through the multilingual digital platform [Futureu.europa.eu](https://futureu.europa.eu) and in the framework of initiatives established for Italy in the “joint declaration” of 10th March 2021 and signed by the European Institutions.



IL DIBATTITO DEDICATO ALLA “CONFERENZA SUL FUTURO DELL’EUROPA”

Pier Virgilio Dastoli (Presidente CIME)

Paolo Ponzano (Segretario generale CIME)

Nonostante la moltiplicazione degli eventi dedicati alla Conferenza sul futuro dell’Europa, il dibattito è rimasto per ora chiuso agli “addetti ai lavori” e il cantiere dell’Unione europea sembra destinato soprattutto a loro considerando fra gli addetti ai lavori i rappresentanti delle reti della società civile che fanno parte degli ambienti di Bruxelles che ruotano da anni intorno alle istituzioni europee.

In più di due mesi di attività la Piattaforma – che è considerata “*il cuore della Conferenza*” con l’obiettivo di offrire “*l’opportunità di esprimersi, raccontare l’Europa in cui si vorrebbe vivere e contribuire a plasmare il nostro futuro*” - è stata raggiunta da **poco più di 18000** cittadine e cittadini (con un numero irrisorio di associazioni fra cui la prima è stata il Movimento europeo in Italia) e cioè meno di trecento cittadini al giorno con un trend di crescita che tende a diminuire se non ad arrestarsi.

Se questo trend fosse mantenuto e se non saranno assunte iniziative forti arriveremmo alla fine della Conferenza con meno di **centomila** partecipanti sulla Piattaforma, una cifra da paragonare ai **duecentomila** cittadini che reagirono al **Libro Bianco della Commissione Juncker** sul futuro dell’Europa diffuso in un’altra epoca della storia dell’integrazione europea e, soprattutto, al **milione** di firme che sono richieste dal Trattato di Lisbona affinché venga presa in considerazione una iniziativa di cittadini europei.

Aggiungiamo alla lista dei partecipanti le **idee**, i **commenti**, gli **eventi** e le approvazioni e avremo un quadro chiaro della necessità ed urgenza di riflettere sulle politiche di **comunicazione**, di **informazione** e di **sensibilizzazione** della sfera pubblica e della sfera privata per creare quello spazio aperto immaginato da Habermas dove possa essere finalmente avviato un ampio dibattito sul futuro dell’Europa.

Sensibilizzare, informare e comunicare sono i tre obiettivi principali del Movimento Europeo durante i lavori della Conferenza e nella fase di riflessione delle istituzioni dopo la conclusione della Conferenza in vista delle elezioni europee del maggio 2024.

Per chi si occupa di comunicazione è evidente che il comunicare è strettamente legato sia all’oggetto della comunicazione (che riguarda sia le policies che le politics) che all’obiettivo che si vuole raggiungere in termini di sensibilizzazione e di partecipazione con l’atto del comunicare.





Il Movimento europeo considera da tempo che – dopo oltre tredici anni dalla firma del Trattato di Lisbona - **sia necessario riaprire il cantiere dell'Unione europea** sia in termini di policies che di politics nella prospettiva di un **aggiornamento dei trattati**, un esercizio a cui si sono dedicate le istituzioni europee e nazionali (e cioè gli addetti ai lavori) con una cadenza di più o meno **sei anni** dall'Atto Unico fino al Trattato di Lisbona.

In termini di policies e prendendo come base di partenza i nove argomenti della Piattaforma digitale che la Commissione ha scelto in modo difforme dalla “dichiarazione comune” prendendo a prestito le politiche comuni così come sono presentate sui siti delle sue direzioni generali e dunque a trattati costanti, è evidente che occorre aggiornare le politiche della **salute**, dell'**economia** e della **giustizia sociale**, del **ruolo dell'UE nel mondo**, dello **stato di diritto**, della **tra-**

sformazione digitale e della **migrazione** per renderle coerenti con gli **obiettivi dello sviluppo sostenibile** e della **transizione ecologica**, della **democrazia europea** (o meglio delle dimensioni complementari delle democrazie: rappresentativa, partecipativa, paritaria e di prossimità) e dell'**identità culturale** o meglio del sentimento di appartenenza ad una comune identità di cui fanno parte le politiche per i giovani e per l'educazione.

L'aggiornamento delle policies riguarda nello stesso tempo il contenuto delle politiche che sono state attuate finora o che fanno parte delle priorità della Commissione Von der Leyen sia il tema della distribuzione delle competenze esclusive, condivise o di sostegno fra l'Unione europea e gli Stati membri che è una questione di politics.

Le cittadine e i cittadini dovrebbero chiedersi e dirci quale dovrebbe essere per loro in una futura Unione europea il contenuto delle policies e quali politics saranno necessarie per attuarle.

Sappiamo anche che alcune policies sono state escluse o non sono state esplicitamente previste sulla Piattaforma digitale e nella “dichiarazione comune” e che riguardano questioni essenziali per l'aggiornamento delle policies come il completamento dell'**Unione economica e monetaria** con la modifica degli strumenti di governance adottati dal 2012 in poi e la **capacità fiscale** dell'Unione europea insieme al tema del **debito pubblico europeo** e delle risorse per sostenerlo così come non compaiono fra gli argomenti alcune politics come le prospettive dell'**ampiamento dell'Unione europea** ai Balcani che comprende il tema dei suoi confini politici, la sua **autonomia strategica nel settore della difesa** e il tema dell'**integrazione differenziata**.

Aggiungiamo a queste policies la “nuova agenda mediterranea” a cui il Movimento europeo attribuisce una speciale importanza sia per il ruolo internazionale dell'Unione europea che per gli interessi dell'Italia nella regione.

Su tutte queste questioni aleggia la questione della **revisione dei trattati** che il Parlamento europeo non ha potuto inserire nella “Dichiarazione Comune” anche se la sua tesi è che il fatto che non compaia non esclude che essa possa essere sollevata durante i lavori della Conferenza lasciando impregiudicati **i contenuti del progetto di revisione**, il **metodo** e l'**agenda** per portarla a termine.



La questione è evocata da chi mette sul tavolo il tema del superamento del voto all'**unanimità** nel Consiglio europeo e nel Consiglio dell'Unione.

Chi mette sul tavolo questa questione sa bene che l'esperienza ha mostrato che essa non può essere affrontata e risolta né applicando le "clausole della passerella" – che richiedono una decisione unanime del Consiglio europeo – né attraverso il metodo delle cooperazioni rafforzate quasi praticamente inapplicato da quando sono state introdotte per la prima volta nel Trattato di Amsterdam.

L'unica strada praticabile è quella della **revisione dei trattati** sapendo che non ci si può limitare a eliminare il voto all'unanimità ma che occorre creare un sistema di **pesi e contrappesi** (check and balance) che implica una revisione di tutto il sistema di politics coinvolgendo i poteri della Commissione europea, del Parlamento europeo, dei parlamenti nazionali e riflettendo anche sul ruolo della BCE e della Corte di Giustizia insieme ai **rapporti fra l'area dell'Euro e quella del mercato unico e delle politiche comuni**. La prima questione da porre è se la riforma dei meccanismi istituzionali e delle politiche dell'Unione europea esiga necessariamente una riforma dei Trattati europei in vigore o se sia possibile un'evoluzione progressiva della stessa Unione europea attraverso modifiche puntuali della governance in vigore attuate dai governi nazionali e dalle Istituzioni esistenti.

L'accordo intervenuto sulla creazione di un nuovo strumento finanziario (il Next Generation EU) e su un debito comune europeo da rimborsare progressivamente fino al 2058 - tramite l'introduzione di nuove imposte europee che forniranno risorse proprie al bilancio europeo - potrebbe far pensare che l'Unione europea sia in grado di evolvere progressivamente verso un governo europeo senza la revisione dei Trattati in vigore.

Nulla garantisce tuttavia che i passi in avanti realizzati con il Next Generation EU e il debito comune europeo in quanto risposta dell'Unione europea alla crisi pandemica diventino strumenti permanenti e non contingenti della governance europea se non fossero a termine consolidati in una riforma dei Trattati in vigore.

Da un lato, infatti, alcuni Stati hanno accettato la messa in atto di tali strumenti solo in quanto straordinari e non permanenti, dall'altro si tratta di strumenti che possono sempre essere contestati in quanto non formalmente previsti dai Trattati in vigore (artt. 125, 310 e 311 TFUE). Per questo occorre mettere mano ad una vera e propria riforma dell'Unione europea.

La procedura oggi in vigore per la modifica dei Trattati (art. 48 TUE) implica necessariamente l'accordo

di tutti gli Stati membri al momento della firma e l'accordo unanime successivo degli stessi Stati (27) tramite ratifica da parte dei rispettivi Parlamenti oppure, in alcuni Stati, tramite un referendum popolare.

È tuttavia notoria la difficoltà di trovare un accordo tra i 27 Stati membri, date le divergenti visioni sugli obiettivi del processo d'integrazione.

Il diritto internazionale offre due soluzioni per aggirare tale difficoltà:

- Una soluzione sarebbe quella di invocare la clausola "rebus sic stantibus" prevista dalla Convenzione di Vienna sul diritto dei Trattati e di concludere pertanto un nuovo Trattato con regole diverse con gli Stati che fossero d'accordo per una riforma più sostanziale dell'Unione europea. Tale soluzione condurrebbe al risultato di aggirare la regola dell'accordo unanime degli Stati prevista dall'art. 48 TUE e di permettere la conclusione di un nuovo Trattato con l'accordo di una maggioranza (da determinare) degli Stati attuali.

- Questo risultato potrebbe essere raggiunto anche attraverso un'altra via, e cioè con l'inserimento nel testo del nuovo trattato di una clausola che preveda la sua entrata in vigore nei soli paesi in cui i rispettivi Parlamenti nazionali lo avessero ratificato (oppure in cui le rispettive popolazioni lo avessero approvato nel referendum popolare). Infatti, in assenza di un vero e proprio popolo europeo (il Trattato di Lisbona parla di cittadini dell'Unione e non di un popolo europeo), sarebbe giuridicamente e politicamente impossibile vincolare uno o più Stati all'adesione al nuovo Trattato nel caso in cui il loro Parlamento oppure la loro popolazione si esprimessero in senso contrario a tale adesione nel voto parlamentare oppure nel voto referendario.

La conclusione di un nuovo Trattato potrebbe risolvere il problema dell'integrazione differenziata in seno all'attuale Unione europea in quanto gli Stati desiderosi di mantenere l'attuale livello di integrazione potrebbero farlo rimanendo vincolati alle disposizioni dei Trattati attuali, mentre gli Stati che



volessero progredire verso una vera e propria unione federale sarebbero liberi di concludere il nuovo Trattato contenente disposizioni supplementari in questa direzione. Naturalmente, occorrerebbe precisare nello stesso Trattato o in un Trattato separato le relazioni tra l'attuale Unione europea e la nuova Unione di tipo federale.

La riforma dell'Unione europea sarà funzione degli obiettivi che gli Stati membri, le forze politiche e i cittadini dell'attuale Unione europea si prefiggono di raggiungere.

Il tema delle politics (inadeguate e inefficienti) deve essere presentato alle opinioni pubbliche come una delle cause dei **costi della non-Europa**, che ci sono articoli dei trattati che - a causa di esse - sono rimasti inapplicati e che ce ne sono altri che sono stati disapplicati o che sono stati applicati con una interpretazione contraria ai principi di fondo dei trattati e che la strada per ritornare alla logica dell'integrazione europea è quella di aggiornare le policies e cambiare le politics nella prospettiva di una maggiore integrazione che noi riteniamo debba essere di natura federale.

Monitorando tra i contributi postati sulla piattaforma (tutti o quasi di 'addetti ai lavori'), guardando quindi al lato 'qualitativo' di questa (pur assai scarsa e, forse, già esaurita) partecipazione, emerge chiaramente quali sono problemi e possibili (modi e rimedi) per affrontarli.

Una 'bussola strategica' per andare verso un'Unione 'sovrana e democratica' sia ben presente in una opinione pubblica di addetti ai lavori, che, come tale, andrebbe 'filtrata' e 'comunicata' per diventare oggetto di informazione e strumento di sensibilizzazione presso un pubblico più vasto, soprattutto quello delle nuove generazioni (dai 16 anni, età ammessa in alcuni stati per l'esercizio del diritto al voto, in su). In altre parole, sarebbe opportuno fare schede/note di sintesi di proposte presenti sulla piattaforma (nelle varie sezioni), con il coinvolgimento soprattutto di giovani, da 'comunicare' (commentare e dibattere) nelle sedi opportune, istituzionali (scuole, università, assemblee territoriali, parlamentari) e non (associazioni, organizzazioni di volontariato e di categoria, società civile).



Di qui l'esigenza di 'fare rete', per un lavoro destinato a sviluppare 'consenso informato' (anche oltre la scadenza della Conferenza in ambiti educativi/associativi e in ambienti parlamentari/governativi (a tutti i livelli), intorno a problemi e possibili soluzioni per un rilancio del progetto europeo, sul piano delle 'istituzioni' (riforme) e delle 'politiche' (competenze), che chiamano in causa, più che la natura (sui generis) dell'Unione, la sua 'legittimazione' più autentica: quella che si fonda sulla 'volontà' dei cittadini dell'Unione (per cui si legge nel TUE che "il funzionamento dell'Unione si fonda sulla democrazia rappresentativa" e sue forme complementari).

In questo quadro il Movimento europeo in Italia ha deciso di stimolare la riflessione e l'elaborazione di proposte da parte di studenti e studentesse, residenti in Italia, da sottoporre alla Conferenza e ai panel transnazionali di cittadini sui quattro approcci multi-tematici prescelti per i panels sia attraverso la piattaforma digitale multilingue Futu-reu.europa.eu che nel quadro di iniziative in Italia come previsto dalla "dichiarazione comune" del 10 marzo 2021 firmata dalle istituzioni europee.



L'AEDE/EAT

**est une Association internationale à but non lucratif
(AISBL)**

2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES

www.aede.eu

aedeeuropea@gmail.com